Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/2013-ou-la-degringolade-du,1416

Le Vénissian, Janvier 2014

2013 ou la dégringolade du président de la république et du gouvernement !

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : dimanche 19 janvier 2014

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

En mai 2012, les Français chassent Nicolas Sarkozy en élisant François Hollande à la présidence de la république. Ils espèrent que le Parti socialiste au gouvernement va rompre avec la politique d'austérité de la droite. L'emploi, la retraite, le pouvoir d'achat et les prix, les salaires, la sécurité sociale....sont au coeur des préoccupations populaires.

2013 ou la dégringolade du président de la république et du gouvernement !
Hélas, l'année 2013 confirme que François Hollande et son gouvernement n'ont pas l'intention de s'en prendre au capital,résister aux diktats de Bruxelles et rompre avec l'austérité. Au contraire, leur action s'inscrit dans la continuité de celle de la droite.

Le ras le bol est immense et le Président de la république comme son premier ministre atteignent des records d'impopularité.

L'amertume et la désespérance peuvent conduire au chacun pour soi et au Front National. Mais, il n'y a pas de fatalité. Ensemble, transformons la colère et la révolte en résistance, solidarité et lutte, pour ouvrir une alternative politique au capitalisme destructeur.

Les mauvais coups de 2013 La loi sur l'énergie en instaurant le bonus malus sur la consommation énergétique des particuliers rompt avec le principe républicain de l'égalité de traitement des citoyens.

L'ANI (accord national interprofessionel) détricote le code du travail, accélére les procédures de licenciements collectifs et généralise les accords de compétitivité dans les entreprises, qui contraignent les salariés à travailler plus pour gagner moins.

Avec le CICE (crédit d'impôt compétitivité), le gouvernement fait un cadeau de 20 milliards au patronat. 15 000 emplois ont été créés avec ce dispositif au prix de 860 000euros d'argent public pour un emploi créé. Pendant ce temps, 135 000 emplois ont disparu dans le secteur marchand. Dès 2014, le CICE sera financé par la hausse de la TVA, donc par les contribuables.

L'espoir de la retraite heureuse s'éloigne un peu plus. Non seulement, le gouvernement ne ramène pas l'âge légal à 60 ans, mais il augmente les taux et la durée de cotisation jusqu'à 43 ans pour les salariés. Le pouvoir d'achat des retraités est de nouveau attaqué par le report de la revalorisation annuelle d'avril à octobre et la fiscalisation des majorations de 10% pour les parents de plus de trois enfants. Les retraités pauvres, souvent obligés de chercher des "petits boulots" pour compléter leur retraite sont de plus en plus nombreux.

En décembre, avec l'Acte 3 de la décentralisation et les euros-métropoles, le gouvernement choisit de s'aligner sur le modèle de l'Union européenne (grandes régions et eurométropoles) contre le tryptique républicain (nation, département, commune). Les lieux de décisions s'éloignent un peu plus des citoyens tandis que les communes sont affaiblies dans leurs compétences et moyens.

En augmentant la TVA à partir de janvier 2014, le gouvernement choisit d'augmenter l'impôt le plus injuste qui pèse sur le plus grand nombre.

Ces mesures ont été votées à l'Assemblée nationale par l'ensemble des députés et sénateurs socialistes, notamment le député Yves Blein et les sénateurs Gérard Collomb et Christiane Démontès.

Copyright © Le Vénissian

Les députés et sénateurs communistes et Front de gauche ont voté contre ces mesures et le projet de budget 2014, Guy Fischer en tête, montrant ainsi leur engagement indéfectible pour la défense des intérêts populaires et une vraie gauche.

Copyright © Le Vénissian